

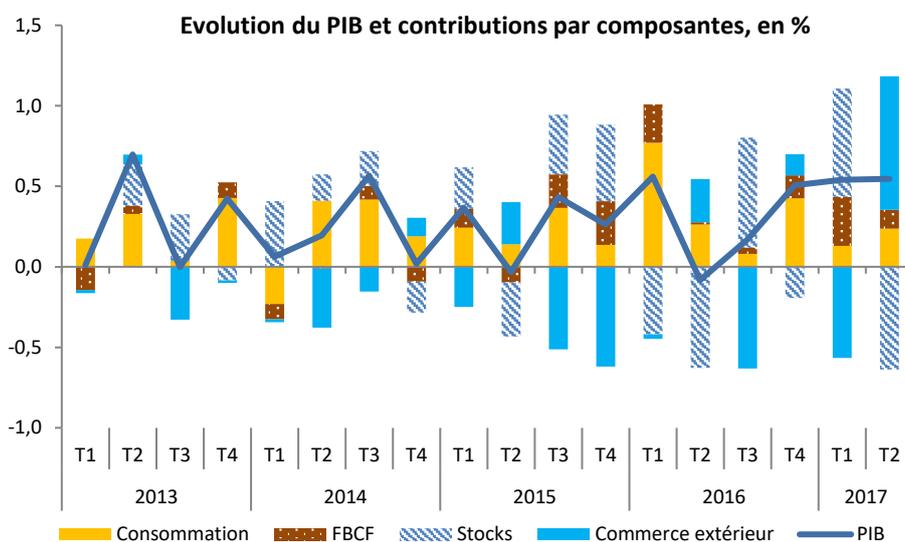
## La croissance en France au deuxième trimestre 2017

Vendredi 28 juillet 2017

Le présent flash fait le point sur les résultats de la croissance en France au deuxième trimestre 2017 et propose un zoom sur les mutations de l'investissement au cours des trente dernières années.

### 1. + 0,5 % au T2 2017 : vers un nouveau rythme de croisière ?

Selon l'INSEE, le PIB de la France **augmenterait de 0,5 % au deuxième trimestre (T2)** par rapport au trimestre précédent, après + 0,5 % au T1. De façon schématique, cette progression est la somme de trois évolutions : d'une part, une contribution positive de la demande intérieure finale (+ 0,4 %) et du commerce extérieur (+ 0,8 %) et, d'autre part, une contribution négative des stocks (- 0,6 %). Sur le premier point, l'accélération des **dépenses de consommation des ménages** (biens, alimentaire, énergie) aurait porté l'activité dans un contexte de ralentissement de l'**investissement** total. En matière de **commerce extérieur**, le redressement des exportations (+ 3,1 %) contrasterait avec la décélération des importations (+ 0,2 %). Sur le second point, les **stocks** (- 0,7 %) seraient en diminution dans le secteur des transports (automobile et aéronautique). Au total, cette progression aboutirait à un **acquis** de croissance à mi-année de **1,4 %**, contre une prévision officielle pour l'ensemble de l'année de **1,6 %**.



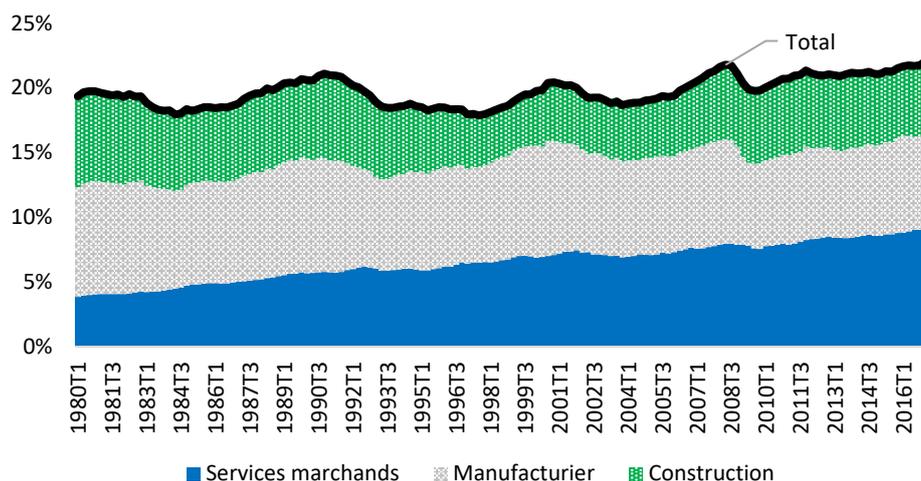
Source : Afep à partir d'INSEE.

### 2. Investissement productif : d'importantes mutations au cours des 30 dernières années

Représentant **22 % du PIB**, l'investissement est suivi, d'un point de vue macroéconomique, par la **formation brute de capital fixe (FBCF)**. Depuis l'introduction de la comptabilité nationale, les statisticiens ont fait de nombreux progrès dans la mesure du phénomène : d'un strict recensement des **investissements matériels**, les comptables nationaux ont intégré dans leur suivi les **services**, les dépenses de **logiciels** et de **recherche-développement (R&D)**. Aujourd'hui, la comptabilité nationale mesure les investissements selon deux approches<sup>1</sup> : le type de **produit** (i.e. le secteur d'activité qui réalise le produit acheté pour l'investissement) et le type **d'actif** (i.e. le type de patrimoine valorisé par l'investissement). Alors que le taux d'investissement (FBCF/valeur ajoutée) des entreprises dépasse désormais son niveau d'avant-crise grâce aux services et à l'industrie, une remise en perspective historique offre plusieurs faits saillants. Par type de produit, on constate une **hausse tendancielle de l'investissement en services** (logiciels, services informatiques, services aux entreprises), qui a plus que doublé depuis 1980 : en passant de 4 % à 9 %, le taux d'investissement en services est ainsi devenu le premier poste d'investissement privé. Cette hausse a plus que compensé le recul de la FBCF en **produits industriels** (équipements et machines) et l'investissement en **construction**.

<sup>1</sup> Cf. note de conjoncture de juin 2017, page 109, INSEE.

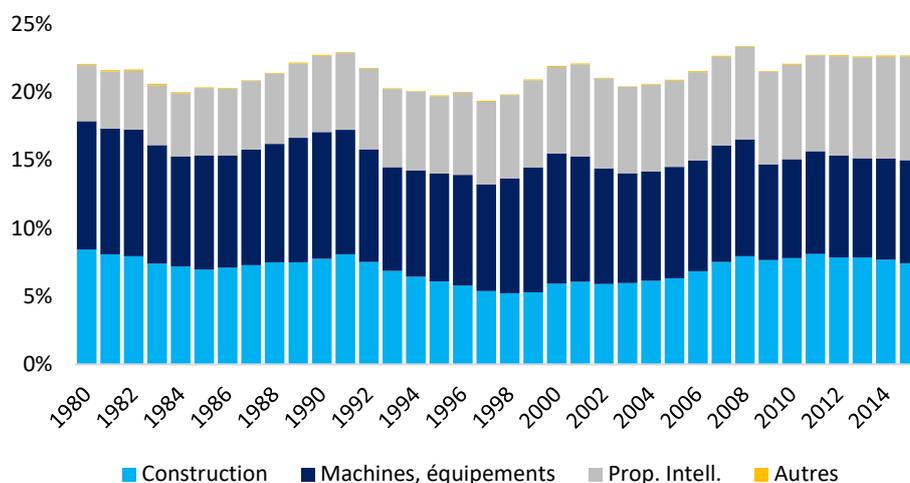
### Taux d'investissement des entreprises, par produit



Source : Afep à partir d'INSEE. Champ des entreprises non financières (y compris entreprises individuelles).

Par type d'actif, le constat précédent est affiné : alors que l'investissement dans les « **droits de propriété intellectuelle** » (logiciels et bases de données, R&D) représentait moins de 20 % du total au début des années 80, il s'élève désormais à un tiers, à égalité avec les deux autres catégories (machines-équipements et construction). Pour l'INSEE, « *la hausse du taux d'investissement en R&D provient surtout de l'effort accru de recherche dans l'industrie, tandis que celle en logiciels traduit la généralisation de l'informatique dans l'économie* ». Malgré la baisse de sa part dans la richesse nationale, l'**industrie** reste donc une **branche centrale** en matière d'investissement, avec un taux nettement supérieur à la moyenne hors immobilier (28 % contre 18%).

### Taux d'investissement des entreprises, par type d'actif



Source : Afep à partir d'INSEE. Champ des sociétés non financières.

\*\*\*

A + 0,5 % pour le troisième trimestre consécutif, la croissance française semble prendre de la consistance. La contribution positive conjointe de la demande intérieure et du commerce extérieur est un point à souligner, portant la progression du PIB à un acquis conséquent et en ligne avec la programmation budgétaire. S'il s'est montré moins dynamique lors du dernier trimestre, l'investissement productif fait partie des composantes ayant connu une évolution favorable depuis le début de la reprise. En perspective historique, il faut rappeler l'importance des mutations à l'œuvre : par secteur, hausse tendancielle de l'investissement en services ; par type d'actif, rôle majeur des « **droits de propriété intellectuelle** » et de la recherche-développement. Loin de signaler l'avènement d'une économie « monothématique », ces évolutions traduisent les nouveaux besoins de l'activité (connaissance, innovation) pour l'ensemble des secteurs, dont les branches industrielles, au rôle central en matière de développement économique.